

Le Premier Ministre

Paris, le 22 décembre 2012

N° 5626/SG

à

*Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les ministres délégués*

Objet : Archives des membres du gouvernement
P.J. : un modèle de protocole de remise d'archives

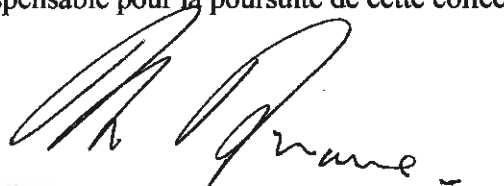
Conformément au livre II du code du patrimoine, l'ensemble des documents que vous-même et les membres de votre cabinet produisez ou recevez dans l'exercice de vos fonctions doivent être sauvegardés dans l'intérêt public, notamment pour les besoins de la recherche historique. Par ailleurs, la charte de déontologie que vous avez signée en prenant vos fonctions garantit l'accès des citoyens aux documents administratifs et la transparence de l'action gouvernementale.

Ces principes sont applicables à l'ensemble des documents, quel qu'en soit le support, y compris numérique. Bien que le versement des archives des cabinets ministériels n'ait lieu qu'à la cessation des fonctions d'un Gouvernement, il convient d'assurer dès maintenant la meilleure organisation possible de votre documentation et une conservation correcte de celle-ci.

Je vous invite à prendre contact avec le conservateur des archives de France en mission dans votre ministère ou le chef du service d'archives de celui-ci, responsable de la collecte et du classement des archives de votre cabinet, qui pourra vous apporter toute information utile.

Je vous rappelle que, pendant au moins vingt cinq ans (et une durée le cas échéant supérieure selon la nature des documents), les tiers ne pourront accéder sans votre accord écrit aux documents que vous-même et vos collaborateurs aurez versés.

L'application qui a été faite au cours des trente dernières années de la loi sur les archives, puis du livre II du Code du patrimoine, a permis d'améliorer très sensiblement la conservation des archives ministérielles. A plusieurs reprises, celle-ci s'est avérée précieuse pour l'auteur du versement. Votre concours est indispensable pour la poursuite de cette collecte.



Jean-Marc AYRAULT

Protocole de remise d'archives

Entre les soussignés
Mme ou M. ..., ministre de ...,

d'une part,

et le ministre chargé de la Culture et de la communication représenté par le directeur, chargé des archives,

d'autre part,

ont été faites les conventions suivantes :

Article 1^{er}

Mme ou M. ..., ministre de ..., remet aux Archives nationales, sous forme d'originaux, quel qu'en soit le support, les documents produits ou reçus dans l'exercice de ses fonctions, par lui-même et par ses collaborateurs, membres de son cabinet, dont un état sommaire est annexé ci-joint.

Article 2

Les Archives nationales assumeront la responsabilité des seuls documents consignés dans l'inventaire qui en sera dressé selon les normes réglementaires et scientifiques de tri et de classement en vigueur. Un exemplaire en sera remis à Mme ou M. ...

Article 3

Mme ou M. ... disposera d'un droit d'accès permanent à ces documents, de même que ses collaborateurs pour la part qui leur est propre. Ceux-ci s'engagent à ne rien publier sans son accord écrit.

Article 4

Jusqu'à expiration des délais prévus à l'article L 213-2 du code du patrimoine, la consultation ou la reproduction de ces documents par des tiers ne pourront être autorisées sans l'accord écrit de Mme ou M. ... En cas d'impossibilité absolue pour Mme ou M. ... d'exprimer sa volonté, il reviendra au ministre chargé de la culture (service interministériel des Archives de France) de statuer.

Article 5

Les Archives nationales pourront faire réaliser à leurs frais, avec l'accord de Mme ou M. ..., des reproductions des documents versés.

Article 6

Les termes de ce protocole ne s'appliquent pas aux archives produites par le bureau du cabinet et par le département de l'information et de la communication (DIC). La consultation et la reproduction de ces documents sont soumises aux seules dispositions du livre II sur les archives du code du patrimoine

Fait à Paris le
(en deux exemplaires originaux)

Le ministre de.....,

Le directeur, chargé des archives